

CRISE SECURITAIRE AU BURKINA FASO DE 2015 A NOS JOURS : LES ENJEUX SOCIAUX ET STRUCTURELS

Wendgoudi Appolinaire BEYI,

Spécialité, Sociologue du travail et des organisations,

Université Lédéa Bernard OUEDRAOGO (ULBO),

Laboratoire GRIL (UJKZ),

Laboratoire du CEDRES, équipe GEO(UTS)

Cellule CERLLSH (à ULBO)

beyiwend@gmail.com

(+226)76644133

Résumé

Depuis 2015, le Burkina Faso connaît une crise sécuritaire marquée par la multiplication des attaques armées, les déplacements forcés de populations et l'affaiblissement des institutions étatiques. Toutefois, cette crise ne peut être comprise uniquement sous l'angle militaire ou sécuritaire. Cette étude analyse la crise burkinabè comme l'expression de vulnérabilités historiques, sociales, économiques, politiques et territoriales ayant favorisé l'émergence et la persistance de l'instabilité.

L'objectif principal est de montrer que la crise sécuritaire dépasse le cadre du terrorisme et de l'extrémisme violent pour révéler une crise structurelle de gouvernance, de développement territorial, de cohésion sociale et de fonctionnement institutionnel. L'étude met en évidence les insuffisances dans la gouvernance territoriale, les inégalités d'accès aux services sociaux de base, la faible présence de l'Etat dans certaines zones périphériques ainsi que les tensions communautaires et générationnelles qui contribuent à fragiliser le tissu social.

Par ailleurs, cette recherche souligne que la crise affecte durablement les mécanismes de socialisation et les dynamiques communautaires. Les violences, les déplacements internes, la déscolarisation et l'effritement des cadres traditionnels d'encadrement

participent à une recomposition des normes sociales et des formes d'intégration communautaire. La crise apparaît ainsi comme une crise multidimensionnelle susceptible de transformer durablement les rapports sociaux et les institutions.

La méthodologie repose sur une approche descriptive et analytique fondée sur une lecture synthétique des données disponibles relatives à la gouvernance territoriale, à la crise institutionnelle, aux dynamiques sociales et aux conséquences structurelles du conflit. L'étude défend l'hypothèse selon laquelle la crise sécuritaire au Burkina Faso constitue une crise structurelle dont les effets reconfigurent profondément les territoires, les institutions et les trajectoires sociales des populations.

Abstract

Since 2015, Burkina Faso has been experiencing a security crisis marked by a surge in armed attacks, forced displacement of populations, and the weakening of state institutions. However, this crisis cannot be understood solely from a military or security perspective. This study analyzes the Burkinabè crisis as an expression of historical, social, economic, political, and territorial vulnerabilities that have contributed to the emergence and persistence of instability.

The main objective is to demonstrate that the security crisis extends beyond the scope of terrorism and violent extremism to reveal a structural crisis of governance, territorial development, social cohesion, and institutional functioning. The study highlights shortcomings in territorial governance, inequalities in access to basic social services, the weak presence of the state in certain peripheral areas, as well as community and generational tensions that contribute to the fragility of the social fabric.

Furthermore, this research underscores that the crisis is having a lasting impact on socialization mechanisms and community dynamics. Violence, internal displacement, school dropout rates, and the erosion of traditional support structures are contributing to a reshaping of social norms and

forms of community integration. The crisis thus appears to be a multidimensional crisis capable of bringing about lasting transformation

Mots-clés : *crise sécuritaire/gouvernance/socialisation/développement territorial/Burkina Faso*

Keywords : *security crisis/governance/socialization/regional development/Burkina Faso*

Introduction

Depuis 2015, le Burkina Faso est confronté à une crise sécuritaire sans précédent qui a profondément bouleversé son organisation sociale, politique et économique. Initialement concentrées dans les régions frontalières du nord du pays, les attaques perpétrées par des groupes armés terroristes se sont progressivement étendues à la quasi-totalité du territoire national, entraînant des pertes humaines considérables, des déplacements massifs de populations, la fermeture de milliers d'établissements scolaires et sanitaires, ainsi qu'une dégradation significative des conditions de vie des populations. Cette situation a contribué à fragiliser davantage les structures étatiques et à accentuer les vulnérabilités sociales déjà existantes.

L'ampleur de cette crise ne peut être comprise uniquement à travers sa dimension militaire ou sécuritaire. En effet, plusieurs travaux soulignent que les violences armées qui affectent le Burkina Faso s'inscrivent dans un contexte plus large marqué par des inégalités socioéconomiques persistantes, une faible présence de l'Etat dans certaines zones périphériques, des difficultés d'accès aux services sociaux de base, ainsi que des frustrations liées à l'exclusion sociale et politique (Gurr, 1970 ; Bayart, 1989 ;

International Crisis Group, 2017 ; Saïdou, 2020). La montée de l'extrémisme violent apparaît ainsi comme le produit d'interactions complexes entre des facteurs structurels, institutionnels et sociaux qui dépassent largement les seules considérations sécuritaires.

Par ailleurs, les transformations politiques intervenues au Burkina Faso au cours de la dernière décennie, notamment l'insurrection populaire de 2014, les transitions politiques successives et les changements de régime intervenus depuis 2022, ont modifié les modalités de gouvernance et les réponses apportées à la crise. Comme le soulignent Quidelleur (2024) et Tanguy et Tenkoul (2026), la militarisation croissante de la gestion de la sécurité et la mobilisation de groupes d'autodéfense constituent des dynamiques majeures qui redéfinissent les rapports entre l'État, les communautés locales et les acteurs de la sécurité.

Dans le même temps, les conséquences sociales de la crise sont particulièrement préoccupantes. Les déplacements forcés de populations, l'accroissement de la pauvreté, les perturbations du système éducatif, les difficultés d'accès aux soins de santé ainsi que l'affaiblissement du tissu économique local contribuent à renforcer les fragilités sociales. Selon les rapports du PNUD, de l'UNICEF, de l'OCHA et de la Banque mondiale, ces effets compromettent durablement les perspectives de développement humain et accentuent les disparités territoriales déjà observées dans le pays.

Dans une perspective sociologique, l'analyse de la crise sécuritaire burkinabè invite à dépasser les approches centrées exclusivement sur les manifestations de la violence pour interroger les mécanismes sociaux qui participent à sa

production, à sa diffusion et à sa persistance. Les travaux de Durkheim (1897), Merton (1968) et Bourdieu (1994) offrent à cet égard des outils théoriques pertinents pour comprendre les processus de désorganisation sociale, les frustrations collectives, les inégalités structurelles et les logiques d'exclusion susceptibles d'alimenter les conflits contemporains.

Ainsi, cette recherche se propose d'analyser la crise sécuritaire au Burkina Faso de 2015 à nos jours à travers ses dimensions sociales et structurelles. Il s'agit de comprendre dans quelle mesure les fragilités institutionnelles, les inégalités socioéconomiques, les dynamiques territoriales et les transformations des rapports entre l'Etat et les populations contribuent à l'émergence et à la persistance de l'insécurité. L'étude vise également à mettre en lumière les conséquences sociales de cette crise sur les populations et les défis qu'elle pose en matière de cohésion, sociale, de gouvernance et de développement durable.

Dès lors, la question centrale qui guide cette recherche est la suivante : Dans quelle mesure la crise sécuritaire au Burkina Faso dépasse-t-elle le cadre strictement sécuritaire pour révéler une crise structurelle de gouvernance, de développement territorial, de socialisation et de fonctionnement institutionnel, et quelles sont les conséquences durables de cette situation sur la société burkinabè ?

Pour répondre à cette interrogation, l'étude s'articulera autour d'une analyse des déterminants sociaux et structurels de la crise, suivie d'un examen de ses impacts sur les populations et sur les institutions, avant de discuter

les défis et les perspectives de sortie de crise dans le contexte burkinabè contemporain.

1. Des insuffisances structurelles dans la gouvernance territoriale, la fourniture des services publics et la sécurité.

La théorie de la désorganisation sociale, développée par l'Ecole de Chicago, explique que les violences émergent lorsque les mécanismes traditionnels de régulation sociale s'affaiblissent. Avant même l'apparition des groupes armés et de l'insurrection djihadiste en 2015, plusieurs régions du Burkina Faso connaissaient un affaiblissement des mécanismes de régulation sociale. Le pays connaît déjà des fragilités structurelles profondes. Ces vulnérabilités économiques, sociales, territoriales et institutionnelles ont constitué un terreau favorable à la dégradation sécuritaire, particulièrement dans les régions périphériques comme le Sahel, le Nord, l'Est et la Boucle du Mouhoun.

La pauvreté constitue l'un des principaux facteurs de vulnérabilité sociale avant 2015. En 2014, environ 40% de la population burkinabè vivent sous le seuil national de pauvreté. La répartition régionale et rurale de la pauvreté donne le Nord 70.4%, le Boucle du Mouhoun 59.7%, l'Est 50.1%, le Sahel 20.6% contre le Centre 9.6% (INSD Burkina Faso, 2015). World Bank (2014) note qu'environ 47% de la population vivent dans la pauvreté et 58% ne couvrent pas leurs besoins alimentaires de base. Le Gouvernement du Burkina Faso (2016), souligne l'incidence élevée de la pauvreté dans les régions du Sahel, de l'Est et du Nord, le faible accès aux infrastructures sociales et la vulnérabilité

alimentaire et climatique. Tout en confirmant l'existence de ces inégalités régionales, World Bank Group (2016) note une pauvreté rurale et la vulnérabilité alimentaire et climatique.

La pauvreté est fortement territorialisée. Les populations rurales dépendent essentiellement de l'agriculture pluviale, de l'élevage extensif et des activités informelles toute chose qui ne présente pas la présence et le système de régulation de l'Etat en soi.

Les sécheresses récurrentes, la faiblesse des revenus agricoles et l'insuffisance des politiques sociales renforcent les frustrations locales. Cette précarité facilite le recrutement des jeunes par les groupes armés, les trafics transfrontaliers et l'adhésion à des formes alternatives d'autorité.

La jeunesse représente plus de 60% de la population burkinabè, mais l'économie nationale ne crée pas suffisamment d'emplois. La Banque mondiale (2013, 2015) considèrerait que le Burkina Faso fait face à une croissance économique insuffisamment inclusive, incapable d'absorber une population jeune en forte augmentation. Les jeunes représentent une part active de la population (âge médian de la population est de 18.5 ans) et ils rencontrent des difficultés d'insertion économique et sociale. Les principaux problèmes identifiés sont entre autre le chômage (taux de chômage atteint 20% dans les grandes villes) et surtout un sous-emploi chez les jeunes, la faiblesse des qualifications professionnelles, un accès limité aux financements et aux opportunités entrepreneuriales, une vulnérabilité accrue des jeunes ruraux face à la pauvreté, aux chocs climatiques et la faiblesse des mécanismes publics d'accompagnement à l'emploi.

La Banque mondiale souligne également que la pauvreté rurale, les faibles performances éducatives et l'insuffisance des infrastructures limitent fortement les capacités d'insertion des jeunes dans des emplois productifs. La majorité des jeunes actifs travaillent dans l'informel, les activités précaires et l'orpaillage artisanal.

Le chômage et le sous-emploi des jeunes produisent une forte frustration sociale, des migrations économiques et une disponibilité pour les réseaux criminels ou armés. Dans les zones frontalières, plusieurs jeunes sans perspectives économiques sont exposés aux trafics, aux groupes extrémistes et aux économies de guerre. L'absence d'opportunités économique joue un rôle important dans la fragilisation sociale.

La faible présence de l'Etat dans certaines régions rurales et frontalières constitue des insuffisances structurelles dans la gouvernance territoriale, la fourniture des services publics et la sécurité.

Au niveau de l'insuffisance des forces de défense et de sécurité, avant la montée de l'insécurité, les régions du Sahel, du Nord et de l'Est disposent d'une couverture sécuritaire limitée avec plusieurs communes rurales qui ne disposent pas de commissariat ou brigade de gendarmerie permanente. Les frontières avec le Mali et le Niger sont faiblement contrôlées. Selon la Banque mondiale, les capacités sécuritaires de l'Etat sont insuffisantes pour contrôler efficacement les espaces périphériques et frontaliers, ce qui favorisent les trafics, la contrebande, la circulation des groupes armés, l'économie informelle transfrontalières (World Bank, 2016). Le système en place a priorisé une forte armée pour des opérations terrains (plus

économique) qu'une vaste armée sur le long d'une frontière très longue.

Au niveau de la couverture administrative, les données sur la gouvernance territoriale montrent une concentration des services administratifs dans les centres urbains, un déficit important de personnel administratif en milieu rural et des difficultés d'accès des populations rurales aux services publics. Selon le PNUD (2015) plusieurs communes rurales manquent de service techniques, de personnel qualifié, d'infrastructures administratives et de moyens logistiques. Dans certaines zones frontalières, l'administration est absente ou très peu opérationnelle et les populations ont davantage recours aux autorités coutumières et religieuses.

Au niveau de l'accès limité à la justice, les études sur la gouvernance judiciaire montrent un faible maillage territorial des juridictions avec un éloignement des tribunaux dans les zones rurales, des coûts élevés d'accès à la justice et un déficit de personnel judiciaire. Dans plusieurs provinces rurales, des mécanismes coutumiers règlent l'essentiel des conflits et les institutions judiciaires étatiques sont peu accessibles. La Banque mondiale souligne à ce niveau une faible confiance des populations envers les institutions publiques dans certaines zones rurales. (World Bank, 2016). Cela a été aussi favorisé par la communication dans les luttes pour l'instauration d'une justice (politique) à répercussion sociale.

Cependant, le rôle dominant des autorités coutumières et religieuses est central à travers la gestion foncière, la résolution des conflits et la médiation sociale pour les autorités coutumières ; l'encadrement social,

l'arbitrage communautaire et la régulation des tensions locales pour ce qui concerne les autorités religieuses (International Crisis Group, 2017)

Au niveau de la vulnérabilité des frontières avec le Mali et le Niger, la circulation transfrontalière difficile à contrôler, le développement des trafics et de la contrebande, la faible présence sécuritaire et la pauvreté et une marginalisation élevées constituent les épreuves de la stabilité de la région. La Banque mondiale et plusieurs rapports internationaux soulignent que ces espaces constituent des zones fragiles où, les groupes armés trouvent des relais locaux et les réseaux criminels profitent de la faiblesse étatique. Ainsi, les populations se sentent peu protégées par l'Etat. (Organisation for Economic Co-operation and Development, 2018, International Crisis Group, 2017).

Cette faible présence institutionnelle a facilité l'installation des groupes djihadistes, l'occupation de certains territoires et la mise en place de systèmes parallèles de justice et de contrôle social. Les groupes armés exploitent souvent le vide sécuritaire et administratif laissé par l'Etat.

Dans les zones rurales et périphériques, les institutions communautaires traditionnelles (chefferies, autorités coutumières ou les solidarités lignagères) perdent leur capacité de médiation sociale. Cette désorganisation sociale a aussi créé un terrain favorable au recrutement par les groupes armés.

La défiance envers les institutions se traduit par une faible légitimité de l'Etat dans certaines régions, une faible coopération entre populations et autorités et une montée

des frustrations populaires. Les groupes armés utilisent le rejet de l'Etat pour se présenter comme alternatives et instrumentalisent les frustrations locales en diffusant des discours anti-étatiques.

2. La crise de gouvernance, de développement territorial, sociale et institutionnelle profonde

Des facteurs divers créent un environnement favorable à l'expansion de l'insécurité dans les régions périphériques. La crise n'est pas une crise sécuritaire, elle relève également d'une crise de gouvernance, d'une crise de développement territorial et de crise sociale et institutionnelle profonde.

Selon Ted Robert Gurr (1970), les conflits apparaissent lorsque les populations perçoivent un écart entre leurs attentes sociales et leurs conditions réelles de vie. Au Burkina Faso, de nombreux jeunes développent un sentiment néfaste itinérant à divers conjoncture sociale et sociétale.

Le développement de la crise sécuritaire et des conflits armés au Burkina Faso à partir de 2015 s'explique en grande partie par l'accumulation de frustrations sociales chez les jeunes, particulièrement dans les régions périphériques du pays. Ces frustrations se sont construites autour de quatre grands sentiments : l'exclusion économique, l'injustice sociale, l'abandon politique et la marginalisation régionale. Ces dynamiques fragilisent progressivement le lien entre les populations et l'État, créant un terrain favorable au recrutement par les groupes armés.

2.1. Le sentiment d'exclusion économique

Le sentiment d'exclusion économique est la conséquence qu'avant 2015, une grande partie des jeunes burkinabè à l'instar des pays frontaliers en crise et bien d'autres, ont fait face à une absence de perspectives économiques réelles malgré leur poids démographique important.

Selon les données démographiques nationales, les jeunes représentent 80% de la population de moins de 35 ans.

Dans les régions rurales, le sous-emploi domine avec une agriculture de subsistance, un orpaillage artisanal et une économie informelle précaire. Et ceux qui réussissent investissent plus en ville que dans leur commune d'origine. Dans les villes comme Ouagadougou et Bobo-Dioulasso aussi, le chômage urbain des jeunes dépasse 20% selon la Banque mondiale.

L'économie nationale ne parvient pas à absorber une jeunesse en forte croissance démographique. Beaucoup de jeunes diplômés restent sans emploi tandis que les jeunes ruraux vivent dans des conditions de grande précarité. Les travaux de Alexandra Tapsoba et al (2024). Montrent également que le ressentiment économique des jeunes est statistiquement lié à l'apparition des violences au Burkina Faso.

2.2. Le sentiment d'injustice sociale

Les jeunes développent un profond sentiment d'injustice sociale lié aux inégalités d'accès aux ressources, au favoritisme politique, à la corruption perçue et aux disparités sociales.

En 2014, près de 40 à 47% des burkinabè vivent sous le seuil de pauvreté avec de fortes disparités territoriales. Les frustrations sont fortes particulièrement chez les jeunes ruraux, les jeunes non scolarisés et les jeunes exclus des réseaux politiques et administratifs.

Le sentiment d'injustice provienne du contraste entre la richesse produite localement (or, élevage, commerce transfrontalier) et la faiblesse des retombées sociales pour les populations locales. Les logiques des exploitations des industries minières même si elle construit des infrastructures sociales n'est pas compris au niveau local.

Avant la crise, beaucoup de jeunes considèrent qu'ils sont exclus des processus politiques et des décisions publiques. Malgré leur poids démographique, les jeunes sont « presque absents des organes de gouvernance » selon les travaux sur la gouvernance des jeunes au Burkina Faso. Les mouvements populaires de 2014 révèlent une forte défiance envers les institutions, un rejet des élites politiques et une crise de légitimité du pouvoir central.

L'étude de Saidou (2020) sur « les jeunes face à la violence et à l'exclusion sociale » montre que beaucoup de jeunes perçoivent les structures politiques comme fermées et peu accessibles. Cette rupture du contrat social a progressivement affaibli la confiance envers l'Etat, la légitimité des institutions et la coopération avec les forces publiques. Les groupes armés exploitent ce vide politique pour apparaître comme des acteurs alternatifs, des protecteurs locaux et des formes de contestation de l'ordre établi. Et si tel est le cas, que dira les jeunes des décisions de supprimer les partis politiques et certaines associations en situation irrégulières ? Cette rupture totale entre les

partis politiques et la fragilité des mouvements associatifs avec les masses populaires n'est-elle pas une distance de trop avec les instruments de la gouvernance publiques ?

2.3. Le sentiment de marginalisation régionale

Les régions périphériques du Burkina Faso, notamment le Sahel, le Nord et l'Est, se sentent historiquement marginalisées par rapport aux centres de pouvoir. Les analyses sur le Sahel montrent que les périphéries sahéliennes sont caractérisées par une faible présence de l'Etat, un déficit de service sociaux et un contrôle administratif limité. Les ONG occupent un espace substantiel dans ces espaces dits abandonnés.

Dans les régions du Sahel burkinabè, beaucoup de jeunes considèrent que l'Etat investissent principalement dans les grandes villes au dépend des territoires ruraux et les populations locales sont donc, stigmatisées et négligées. Cette marginalisation territoriale renforce les frustrations identitaires, les tensions communautaires et les sentiments antiétatiques.

2.4. Le passage des frustrations sociales à la crise sécuritaire

Ces différents sentiments se sont progressivement combinés pour produire un climat de forte vulnérabilité sociale avec :

- la fragilisation du lien Etat-populations avec une perte de confiance des jeunes aux institutions, aux autorités locales, aux forces de sécurité ;

- la disponibilité sociale au recrutement des groupes djihadistes, aux trafics et aux milices locales favorisés par les jeunes sans emploi, marginalisés et frustrés ;
- la dégradation rapide après 2015 avec l'expansion des violences, l'explosion des déplacements forcés et la perte de contrôle de plusieurs territoires par l'Etat.

Les frustrations alimentent des formes de radicalisation, particulièrement dans les régions du Sahel, du Nord et de l'Est.

Merton (1968) considère que l'anomie survient lorsqu'une société valorise certains objectifs sociaux sans offrir les moyens légitimes de les atteindre. En valorisant la performance économique et certains critères connexes, les mesures des performances individuelles et par conséquence, des territoires sont ainsi en décalage avec les opportunités et les systèmes de créations de ces richesses locales.

Les faibles taux de scolarisation dans les régions périphériques constituent un élément structurel. Selon les données du ministère de l'Education et de l'UNICEF, les régions du Sahel et de l'Est affichent parmi les plus faibles taux de scolarisation du pays. Plusieurs provinces frontalières ont des taux d'achèvement du primaire très inférieurs à la moyenne nationale. Le rapport All Children in School indique que les enfants des ménages pauvres ont jusqu'à trois fois moins de chances d'achever le primaire que ceux des ménages riches.

Dans ce contexte, certains individus peuvent adopter des stratégies alternatives, y compris l'adhésion à des groupes armés ou criminels.

3. La crise de socialisation

3.1. *La fragilisation de la cohésion nationale*

La crise a fait des déplacements massifs (plus de 2 millions de personnes). Ce qui a modifié la composition démographique de nombreuses régions. Il existe aussi des tensions intercommunautaires dans les zones de conflit. Des rapports de l'ONU et d'ONG indiquent une montée des stigmatisations communautaires dans certaines régions.

La cohésion nationale est fragilisée par la défiance envers l'Etat dans plusieurs zones. Les populations perçoivent l'Etat comme absent ou inefficace, ainsi, la confiance dans les institutions est faible. Il existe une fragmentation sociale avec la multiplication des groupes d'autodéfense (VDP), la suspicion entre communautés et les accusations de complicité avec les groupes armés. La montée des violences communautaires est aussi manifeste à travers les représailles locales, des conflits intercommunautaires et des déplacements forcés.

Très lointain, avant 2015, plusieurs zones du Burkina Faso étaient déjà caractérisées par une gouvernance limitée, particulièrement dans les espaces frontaliers. La crise burkinabè s'inscrit aussi dans l'instabilité sahélienne après beaucoup d'épreuves dans un espace en crise avec des fondements multiples. Dans une perspective inspirée des analyses de systèmes régionaux de conflit, le Sahel fonctionne comme un espace de contagion sécuritaire, les crises ne sont pas isolées mais interconnectées et les Etats faibles subissent des effets de débordement.

Le Burkina Faso est une zone de diffusion secondaire de la crise malienne et un espace d'extension des dynamiques

sahéliennes avec les rébellions au niveau de la zone des trois frontières. Ainsi, la crise burkinabè est à la fois une crise interne avec les fragilités de l'Etat et une crise externe avec les effets de contagion régionale sahélienne.

L'approche systémique des relations internationales montre que les crises sécuritaires sahéliennes sont interdépendantes.

La crise sécuritaire et les conflits armés au Burkina Faso produisent des transformations sociales profondes, particulièrement dans les régions du Sahel, du Centre-Nord, du Nord, de l'Est et de la Boucle du Mouhoun. Au-delà des pertes humaines et matérielles, ils entraînent des déplacements internes massifs, une rupture des solidarités communautaires, une montée de la méfiance intercommunautaire et une augmentation des violences locales.

Selon l'United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA, 2025), le Burkina Faso compte plus de 2 millions de personnes déplacées internes (PDI) en 2025. Selon l'UNHCR, les déplacements sont principalement dus aux attaques armées, à des menaces directes ou aux destructions de villages.

Les déplacements massifs provoquent une recomposition démographique des villes (notamment vers Ouagadougou et d'autres centres urbains) causant une rupture des ancrages territoriaux traditionnels. Il y a une pression accrue sur les services sociaux urbains et la création de camps et des sites de déplacés. Ainsi, le déplacement n'est pas seulement spatial, il est aussi social et économique.

Il y a manifestement une rupture de solidarité. Les rapports de International Crisis Group (2023), OCHA (2023) et de l'ONU (2023) montrent que les mécanismes traditionnels de solidarité ont été fortement affaiblis et les communautés locales sont confrontées à des divisions internes. Les autorités coutumières aussi perdent une partie de leur capacité de médiation.

La crise a provoqué une désorganisation des structures sociales traditionnelles. Il y a une fragmentation des communautés rurales, une perte des mécanismes de coopération agricole et pastorale et la disparition temporaire des institutions coutumières dans certaines zones. Les solidarités basées sur la proximité territoriale ont été remplacées par des logiques de survie individuelle ou de groupe restreint.

La montée de la méfiance intercommunautaire apparait avec les rapports de Human Rights Watch et de Amnesty International. Ces rapports indiquent une augmentation des accusations de collaboration avec les groupes armés et des représailles ciblées dans certaines régions.

La crise sécuritaire a transformé les relations sociales à un passage d'une logique de coexistence à une logique de suspicion et de montée des stéréotypes communautaires. La peur devient un facteur structurant des relations intercommunautaires. La diminution des mariages intercommunautaires, la rupture des échanges économiques locaux et l'isolement social de certaines communautés sont les effets des tensions.

Les relations sociales sont aussi militarisées avec la présence de groupes armés, l'armement des civils (VDP) et

les logiques de représailles (communautaire). La sociologie des conflits montre que les guerres prolongées transforment durablement les relations sociales. L'anthropologie des conflits observe une redéfinition des appartenances communautaires. Elle montre que les crises armées ne détruisent pas seulement les structures sociales. Elles reconfigurent profondément les identités, les appartenances et les modes d'organisation collective.

Au Burkina Faso, depuis 2015, la crise sécuritaire entraîne une redéfinition des appartenances communautaires, caractérisée par l'émergence de logiques d'autodéfense, des identités sécuritaires et des stratégies communautaires de survie.

L'autodéfense est une réponse sociale à la faiblesse de la protection étatique, à la peur des attaques et à la nécessité de protéger les villages mais elle produit une militarisation des communautés civiles, la fragmentation des autorités locales et la logique de protection par groupe : l'identité communautaire devient progressivement la capacité de défense.

L'apparition des identités sécuritaire est la transformation majeure des identités sociales (ethniques, professionnelles et territoriales) à des identités sécuritaires. Les individus sont aussi jugés selon leur supposée position dans le conflit. L'appartenance communautaire n'est plus seulement sociale ou culturelle, elle devient politico-sécuritaire.

Les stratégies communautaires de survie telles que la mobilité forcée, la réorganisation économique avec une forte dépendance de l'aide humanitaire, du développement des économies informelles, la recomposition sociale avec le

regroupement par origine communautaire dans les sites des déplacés.

L'anthropologie des conflits montre que ces processus conduisent à une réduction des espaces de médiation, une transformation des identités en marqueurs de sécurité et une fragmentation du tissu social. La communauté devient un espace de protection et un espace de fermeture.

3.2. Les effets socio-économiques de la crise sécuritaire et la pression sur l'Etat burkinabè

Au-delà des pertes humaines, la crise entraîne la fermeture massive d'infrastructures sociales, une contraction des investissements, une dégradation de la sécurité alimentaire et une hausse de la pauvreté.

Selon l'UNICEF (2024) et les rapports humanitaires récents (OCHA, 2023) et Education Cluster Burkina Faso (2024), plus de 6 000 écoles sont fermées ou non fonctionnelles en raison de l'insécurité et environ 1 million d'enfants sont privés d'accès régulier à l'éducation dans les zones affectées. Aussi, plusieurs milliers d'enseignants sont déplacés.

L'OCHA (2023, 2025) confirme que l'insécurité limite fortement l'accès aux services sociaux de base dans les régions du Sahel, du Centre-Nord et de l'Est. Dans le secteur de la santé, des centaines de centres de santé sont fermés ou partiellement opérationnels.

La fermeture des services publics entraîne une rupture du continuum éducatif, une baisse de la couverture sanitaire. Ce qui entraîne des déplacements vers les villes et une surcharge des infrastructures urbaines. L'Etat perd

ainsi une partie de sa capacité à assurer ses fonctions sociales fondamentales.

Selon la Banque mondiale (2024), United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) (2024) et le Fonds monétaire international (2024), la croissance économique du Burkina Faso ralentit depuis l'intensification de la crise et les investissements directs étrangers (IDE) sont fortement affectés par l'insécurité. De même, les zones minières et agricoles connaissent une baisse d'activité dans certaines régions. Les régions les plus touchées par l'insécurité sont devenues moins attractives pour les investisseurs et difficiles d'accès pour les projets publics. Ce sont des régions coûteuses en termes de sécurité.

La crise sécuritaire produit un effet de désinvestissement territorial et de réorientation des budgets vers la sécurité. Ce qui conduit à une réduction des projets de développement dans les zones à risque. Les pertes des ressources humaines pour développer ces régions augmentent l'effet de répartition de l'économie sur le territoire et constituent encore une source latente de potentielle crise.

Selon le Programme alimentaire mondial, plus de 3 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë et le déplacement des populations perturbe les systèmes agricoles avec l'abandon des terres agricoles, la destruction des moyens de production, des difficultés d'accès aux marchés et la perturbation de la chaîne d'approvisionnement.

Les populations passent d'une économie de production à une économie de survie ou d'une économie alimentaire à une

dépendance humanitaire. Ainsi, la pauvreté devient structurelle (ancienne) et conjoncturelle (crise sécuritaire).

4. La crise structurelle et ses conséquences structurantes

L'approche anthropologique met en évidence le rôle des identités sociales, ethniques et communautaires dans les conflits. C'est ce que la crise sécuritaire révèle ou exacerbe. La crise sécuritaire au Burkina Faso transforme profondément les relations sociales dans les territoires touchés par les conflits. Elle révèle et aggrave des tensions structurelles anciennes liées à l'accès aux ressources naturelles, à la gouvernance foncière, aux dynamiques communautaires et aux identités sociales et ethniques. Ainsi, la crise burkinabè apparaît non seulement comme une crise sécuritaire, mais aussi comme une crise sociale, une crise territoriale et une crise de cohésion nationale.

La résolution durable des conflits nécessite donc, une réforme de la gouvernance foncière, le renforcement des mécanismes locaux de médiation, des politiques inclusives envers les communautés marginalisées et la lutte contre les discriminations et les stigmatisations ethniques. Les groupes armés exploitent souvent ces fractures sociales pour renforcer leur implantation locale.

Les travaux de Pierre Bourdieu sur le pouvoir symbolique permettent de comprendre comment certains groupes perçoivent l'Etat comme distant, dominant ou injuste. Dans certaines zones, l'administration publique est associée à beaucoup de représentation négative. Elle est contrecourant aux aspirations, aux habitudes et aux pratiques socioculturelles de ces espaces communautaires et

l'application des normes sociales et civiles apparaît comme une violence policière.

La crise sécuritaire au Burkina Faso révèle profondément et accentue les fragilités de la gouvernance publique. Dans plusieurs territoires affectés par les conflits, l'administration publique est progressivement associée à la corruption, à l'exclusion, à l'injustice judiciaire et à l'inégalité d'accès aux ressources. Ces perceptions affaiblissent fortement la confiance des populations envers l'Etat, particulièrement chez les jeunes et dans les régions périphériques.

Ainsi, la crise burkinabè ne relève pas uniquement d'un défi sécuritaire. Elle traduit également une crise de gouvernance, une crise de justice sociale, une crise de légitimité institutionnelle et une crise du contrat social entre l'Etat et les citoyens. Les groupes armés construisent alors des discours alternatifs de légitimité religieuse, sociale ou communautaire.

L'affaiblissement des structures coutumières et des mécanismes traditionnels de résolution des conflits favorise aussi l'instabilité. L'anthropologie politique montre que les sociétés sahéliennes reposent historiquement sur des formes de gouvernance stabilisantes.

Depuis 2015, plusieurs mécanismes historiques de régulation sociale se sont fragilisés, notamment avec le déplacement des autorités traditionnelles, les assassinats de chefs coutumiers, la montée des groupes armés, la diffusion des armes comme moyen de prise d'autorité et la perte de confiance entre communautés.

Il y a un affaiblissement des régulations traditionnelles qui contribuent à l'augmentation des

violences communautaires, à la multiplication des conflits fonciers, à l'ethnisation des tensions et à la fragmentation du tissu social. Les groupes armés remplacent les mécanismes locaux en imposant leurs propres règles, en arbitrant certains conflits et en exploitant les frustrations locales.

La fragilité ou déstructuration des systèmes complexes de régulation sociale des sociétés sahéliennes du Burkina Faso basés sur les médiations communautaires, les alliances interethniques et les régulations pastorales et foncières locales est une crise profonde de socialisation.

Les transformations économiques, la pression démographique, la fragilité institutionnelle et la crise sécuritaire affaiblissent progressivement les équilibres historiques de la socialisation des territoires. Ainsi, la crise actuelle apparaît non seulement comme une crise sécuritaire, mais aussi une crise profonde des mécanismes traditionnels de régulation sociale au Sahel.

Inspirée des travaux de Immanuel Wallerstein (1974) et des théories de la dépendance, cette approche montre que certaines régions périphériques restent durablement marginalisées. Les régions du Sahel burkinabè souffrent longtemps de la même logique. Les investissements publics sont historiquement concentrés dans les centres urbains et dans les régions politiquement et économiquement stratégiques. Les ONG et divers investisseurs sont le soutien complémentaire pertinent dans plusieurs domaines ou services sociaux. Selon les analyses territoriales de la Banque mondiale (Nguyen, 2017), les régions sahéliennes présentent les plus faibles indicateurs de développement, de densités d'infrastructures publiques et de taux

d'équipements administratifs. Les mobilités territoriales de ses habitants, ne facilitent pas aussi le maillage stable et complet de ces territoires. Avec les crises de souveraineté et de départ de plusieurs ONG, les attentes prennent une autre proportion.

Les approches de la dépendance montrent que les périphéries sont souvent maintenues dans une position subordonnée et les ressources y sont extraites sans redistribution équitable. Dans le cas du Burkina Faso, les revenus issus de l'élevage, de l'orpaillage et des échanges transfrontaliers bénéficient peu aux territoires sahéliens eux-mêmes. Cette situation renforce le sentiment d'injustice territoriale, de marginalisation régionale et des tensions entre populations et Etat.

Avant 2015, plusieurs zones frontalières du Sahel burkinabè disposent d'une présence limitée des forces de sécurité et certaines localités manquent de commissariats, de brigades de gendarmerie et d'unités militaires permanentes. Cela peut dénoter d'une stratégie de gestion des effectifs des forces de sécurité et de maîtrise des vastes étendues de frontière de l'Etat. Mais avec les différents déplacements depuis 2015, cette situation est encore plus complexe avec les espaces abandonnés. Les rapports de l'International Crisis Group (2025, 2026) montrent que les frontières avec le Mali et le Niger sont faiblement contrôlées et les trafics transfrontaliers sont déjà importants avant l'expansion djihadiste.

Dans une logique du centre-périphérie, les périphéries sahéliennes sont faiblement intégrées au dispositif sécuritaire national et l'Etat y exerce une souveraineté limitée. Cette faible présence sécuritaire

facilite l'implantation des groupes armés, la circulation des armes, les trafics régionaux et les recrutements locaux. Les groupes djihadistes occupent progressivement les espaces laissés vacants par l'Etat en proposant des mécanismes locaux de protection et de contrôle des territoires ruraux.

La crise sécuritaire actuelle apparaît aussi une crise du développement territorial et de l'intégration nationale des périphéries sahéliennes. Cette marginalisation territoriale facilite l'implantation des groupes armés.

L'approche de l'Etat fragile explique que la crise survient lorsque l'Etat ne parvient plus à assurer un certain nombre de rôle régalien. La période 2014-2015 au Burkina Faso constitue une période charnière. Elle est marquée à la fois par une crise politique majeure (départ du régime de Blaise Compaoré en octobre 2014) et par l'installation progressive de fragilités structurelles qui facilitent l'explosion de l'insécurité à partir de 2015.

L'analyse des capacités de l'Etat dans la période 2014-2015 montre déjà des limites importantes dans ses fonctions essentielles (sécurité, justice, service publics et cohésion nationale). Cependant, c'est un contexte où les défaillances ne sont pas encore généralisées ni militarisées comme après 2015.

Le constat fait d'une montée des trafics transfrontaliers (Mali, Niger), de circulation d'armes dans les zones frontalières, d'une faible présence sécuritaire dans certaines zones rurales et d'une porosité des frontières sahéliennes. Selon les analyses pré-2015 de l'International Crisis Group, le Nord et l'Est du pays sont déjà considérés comme des zones vulnérables à l'instabilité sahélienne.

Même si l'Etat assure la sécurité nationale globale après 2014, les zones périphériques sont faiblement surveillées et les capacités de protection des forces de sécurité sont limitées. Les réseaux criminels transfrontaliers se développent déjà. C'est un Etat fonctionnel mais asymétrique avec une force dans les centres urbains et une faiblesse dans les marges entre luttes d'appropriation des « rênes du pouvoir » au centre et la déstabilisation du système de renseignements dans les périphéries.

Par ailleurs, avant 2015, la justice formelle existe mais la perception l'affiche lente et inégalitaire. Les tribunaux fonctionnent dans les principales villes et le système judiciaire est officiellement opérationnel sur le territoire. Les limites sont déjà documentées sur la lenteur des procédures judiciaires, la surcharge des tribunaux et l'accès à la justice. En milieu rural, il y a la faible présence judiciaire. Selon Amnesty International (2015), des problèmes d'impunité et de détention préventive prolongée sont déjà relevés avant 2015. L'absence des ressources de la justice crée une justice à deux vitesses avec une justice institutionnelle dans les centres et une justice informelle dans les périphéries. Ce qui fragilise aussi la légitimité de l'Etat dans certaines zones rurales.

Selon la Banque mondiale (2023, 2024), les régions périphériques restent les moins desservies en services publics de base tels que l'éducation, la santé et les infrastructures sociales. Les difficultés d'assurer pleinement les services publics dans les périphéries nourrissent le sentiment latent de marginalisation, mais sans effondrements des services existants. La cohésion nationale

est stable mais politiquement fragilisée autour de la crise de 2014. La crise politique majeure est issue du soulèvement populaire d'octobre 2014, le départ du Président Blaise Compaoré et la transition politique jusqu'aux élections de 2015.

Avant la crise sécuritaire, la cohésion nationale n'est pas rompue mais la légitimité politique est fortement fragilisée avec les ruptures du contrat politique historique (entre les partis politiques et la société civile), la communication sur l'alternance politique qui canalise les perceptions et les logiques de contestation de l'Etat et la montée des attentes sociales non satisfaites. La crise sécuritaire de 2015 a exposé, accéléré et militarisé ces fragilités.

La crise sécuritaire au Burkina Faso provoque aussi une augmentation significative du veuvage féminin et une féminisation progressive de certains territoires affectés par les conflits armés. Les attaques terroristes, les affrontements entre groupes armés et forces de défense, ainsi que les massacres de civils entraînent la mort ou la disparition de nombreux hommes, laissant un nombre croissant de femmes assumer seules les responsabilités économiques, familiales et communautaires. Cette situation favorise l'émergence de ménages dirigés par des femmes, particulièrement dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et de la Boucle du Mouhoun (Oxfam International, 2020).

La féminisation des territoires en guerre se manifeste également par la surreprésentation des femmes et des enfants parmi les personnes déplacées internes. Dès 2020, plus de 84% des déplacés étaient constitués de femmes et d'enfants, conséquence directe des décès, des

enrôlements forcés ou des déplacements des hommes (Oxfam International, 2020). Cette transformation démographique modifie profondément les structures sociales locales et les rapports de genre.

Les études montrent que le veuvage constitue un facteur majeur de vulnérabilité économique et sociale. Les veuves font face à une baisse du niveau de vie, à des difficultés d'accès aux ressources productives et parfois à des formes de marginalisation sociale, particulièrement en milieu rural (journals.library.ualberta.ca). Dans les Zones de conflit, cette précarisation est aggravée par la destruction des activités agricoles, la perte des réseaux de solidarité et les déplacements forcés.

A l'échelle sociétale, la multiplication des veuves et la féminisation des espaces de conflit contribuent à transformer durablement les structures familiales, les modes de subsistance et les représentations du rôle des femmes dans la société burkinabè. Si ces mutations favorisent parfois l'émergence de nouvelles formes de leadership féminin, elle révèlent également l'ampleur des inégalités sociales et des conséquences humaines de la guerre sur les populations civiles (Oxfam International). Ce veuvage et cette féminisation déstructure les processus de construction d'une conscience civique et normative du fait de forclusion du père dans la relation familiale.

Entre 2015 et 2026, le Burkina Faso connaît une transformation profonde de l'espace civil sous l'effet de la crise sécuritaire liée aux insurrections djihadistes et à l'instabilité politique. Face à l'incapacité des forces armées à contrôler l'ensemble du territoire, l'Etat a progressivement encouragé l'implication directe des civils

dans les dispositifs sécuritaires notamment à travers les groupes d'autodéfense et les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP). Cette dynamique contribue à une militarisation croissante de la société et à une banalisation du recours aux armes dans la gestion des conflits sociaux et territoriaux (Quidelleur, 2024).

Les recherches montrent que cette militarisation de l'espace civil modifie les relations sociales traditionnelles. La méfiance entre communautés s'est accentuée, notamment dans les zones touchées par les violences, où certaines populations sont soupçonnées de collaborer avec les groupes armés ou avec les forces de sécurité. Ces processus renforcent parfois les clivages ethniques et territoriaux, fragilisant les mécanismes locaux de cohésion sociale et de résolution pacifique des conflits (Quidelleur, 2024).

Sur le plan sociétal, la diffusion des logiques sécuritaires dans la vie quotidienne favorise l'émergence d'une culture de guerre caractérisée par la valorisation des acteurs armés, la légitimation de la violence comme moyen de protection et l'acceptation croissante d'un contrôle militaire de l'espace public. Cette évolution s'est accompagnée d'un affaiblissement des libertés civiles, d'une réduction des espaces de débat démocratique et d'une augmentation des tensions entre impératifs sécuritaires et respect des droits humains (Tanguy et Tenkoul., 2026).

Les travaux récents soulignent que l'insécurité prolongée et la militarisation du pouvoir favorisent une reconfiguration des représentations politiques, avec une hausse du soutien populaire aux solutions autoritaires au détriment des principes démocratiques. Ainsi, la militarisation de l'espace civil au Burkina Faso apparaît non

seulement comme une réponse à une crise sécuritaire, mais aussi comme un facteur de transformation durable des relations sociales, de la gouvernance et des dynamiques sociétales (Zagré,2025).

La désorganisation dans les processus de l'intériorisation et de la prise de conscience des normes civiques, sociales et sociétales est en grande partie la conséquence du veuvage, de la féminisation des territoires en crise et de la militarisation de l'espace civil.

Aussi, la crise des mécanismes de socialisation et de cohésion sociale avec les déplacements massifs de populations, la fermeture de milliers d'écoles et la désorganisation des cadres traditionnels de socialisation fragilisent les processus de transmission des normes et des valeurs collectives. Dans une perspective durkheimienne, cette désorganisation peut être analysée comme une forme d'anomie sociale, c'est-à-dire un affaiblissement des règles et des repères qui structurent la vie collective (Durkheim, 1897).

A long terme, le risque de cette crise, est celui d'une reproduction des vulnérabilités structurelles qui alimentent elles-mêmes les violences.

Conclusion

La crise sécuritaire au Burkina Faso ne constitue pas uniquement une question militaire. Elle résulte d'un ensemble de crises sociologiques, anthropologiques et structurelles accumulées depuis plusieurs décennies. Les théories de la désorganisation sociale, de la frustration relative, de l'anomie, des identités conflictuelles et de l'Etat fragile

permettent de comprendre les causes profondes de cette instabilité.

Les épreuves des différentes hypothèses à travers les analyses des indicateurs accessibles confirment celles-ci. Nous avons constaté des insuffisances structurelles dans la gouvernance territoriale, la fourniture des services publics et la sécurité ; il y a bien une crise de gouvernance, de développement territorial, sociale et institutionnelle profonde ; cela a engendré une crise de socialisation. Ainsi, le Burkina connaît maintenant une crise structurelle et qui a des conséquences structurantes si rien n'est fait.

Une réponse durable nécessite donc le renforcement de la cohésion sociale en renforçant ou en trouvant les substituts du lien politique ou communautaire, la réduction des inégalités territoriales en faisant du développement de certaines communes un miroir du développement des territoires, la reconstruction de la confiance envers l'Etat avec des administrés exemplaires, la valorisation des mécanismes locaux de médiation uniquement dans les espaces d'accès à la justice coûteuse et une gouvernance inclusive et équitable sur des fondements du mérite.

Il est donc pertinent, de réfléchir à la manière de faire des regroupements de populations de ces vastes territoires sahéliens à faible densité afin de pouvoir apporter des infrastructures et une gouvernance pertinente sur des territoires et des effectifs maîtrisés.

Références bibliographiques

1. **AMNESTY INTERNATIONAL**, 2015. *Burkina Faso : Rapport sur la situation des droits humains*, Amnesty International, Londres.
2. **BADIE Bertrand**, 1992. *L'État importé : L'occidentalisation de l'ordre politique*, Fayard, Paris.
3. **BANQUE MONDIALE**, 2015. *La Banque mondiale soutient les réformes de la gouvernance et de la gestion des ressources publiques pour relancer l'activité agricole et manufacturière au Burkina Faso*, 2 avril 2015, Groupe de la Banque mondiale, Washington DC.
4. **BAYART Jean-François**, 1989. *L'État en Afrique : La politique du ventre*, Fayard, Paris.
5. **BOURDIEU Pierre**, 1994. *Raisons pratiques : Sur la théorie de l'action*, Seuil, Paris.
6. **CHAUZAL Grégory & VAN DAMME Thibault**, 2015. *The Roots of Mali's Conflict: Moving Beyond the 2012 Crisis*, Clingendael Institute, La Haye.
7. **DURKHEIM Émile**, 1897. *Le suicide : Étude de sociologie*, Félix Alcan, Paris.
8. **EDUCATION CLUSTER BURKINA FASO**, 2024. *Situation des écoles fermées et impact de la crise sécuritaire sur l'éducation*, Education Cluster Burkina Faso, Ouagadougou.
9. **GOVERNEMENT DU BURKINA FASO**, 2016. *Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020*, Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement, Ouagadougou.

10. **GURR Ted Robert**, 1970. *Why Men Rebel*, Princeton University Press, Princeton.
11. **HAGBERG Sten**, 2018. *Security Crisis, Conflict and Reconciliation in Burkina Faso*, Uppsala University, Uppsala.
12. **INSD BURKINA FASO**, 2015. *Annuaire statistique national 2014*, Institut national de la statistique et de la démographie, Ouagadougou.
13. **INSD BURKINA FASO**, 2015. *Profil de pauvreté et d'inégalités en 2014 au Burkina Faso*, Institut national de la statistique et de la démographie, Ouagadougou.
14. **INTERNATIONAL CRISIS GROUP**, 2017. *The Social Roots of Jihadist Violence in Burkina Faso's North*, International Crisis Group, Bruxelles.
15. **INTERNATIONAL CRISIS GROUP**, 2023. *The Social Roots of Jihadist Violence in Burkina Faso*, International Crisis Group, Bruxelles.
16. **INTERNATIONAL CRISIS GROUP**, 2025. *CrisisWatch Database*, International Crisis Group, Bruxelles.
17. **INTERNATIONAL MONETARY FUND**, 2024. *Burkina Faso: Staff Report for the 2024 Article IV Consultation*, IMF, Washington DC.
18. **KI-ZERBO Joseph**, 2003. *À quand l'Afrique ?*, Éditions de l'Aube, La Tour-d'Aigues.
19. **MERTON Robert King**, 1968. *Social Theory and Social Structure*, Free Press, New York.
20. **NGUYEN Nga Thi Viet & DIZON Felipe F.**, 2017. *The Geography of Welfare in Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, and Togo*, World Bank, Washington DC.
21. **OECD**, s.d. *Sahel and West Africa Club*, OECD, Paris.

22. **ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT**, 2018. *States of Fragility 2018*, OECD Publishing, Paris.
23. **OUÉDRAOGO Jean-Bernard**, 2019. « Crises sécuritaires et recompositions sociales au Burkina Faso ». *Revue Africaine de Sociologie*, vol. 23, n° 2, pp. 45-67.
24. **OXFAM INTERNATIONAL**, 2020. *Survivantes et héroïnes : les femmes dans la crise au Burkina Faso*, Oxfam International, Oxford.
25. **OXFAM INTERNATIONAL**, 2020. *Women for Peace in Burkina Faso*, Oxfam International, Oxford.
26. **PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT**, 2015. *Rapport national sur le développement humain au Burkina Faso*, PNUD, Ouagadougou.
27. **QUIDELLEUR Timothée**, 2024. « Gouverner par les armes au Burkina Faso : militariser le pouvoir et milicianiser la société ». *Politique africaine*, n° 174, pp. 35-54.
28. **QUIDELLEUR Timothée**, 2024. *Arming Civilians in Burkina Faso: The State, the War on Terror and the Militarisation of Society*, Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin.
29. **SAIDOU Abdoul Karim**, 2020. *Les jeunes face à l'exclusion sociale et l'injustice au Burkina Faso*, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), Bruxelles.
30. **TANGUI Issa Z. Z. & TENKOUL Alain**, 2026. « The consequences of governance by military authorities in Africa: the cases of Burkina Faso

(since September 2022), Mali (since 2020), and Niger (since 2023) ». *Frontiers in Political Science*, vol. 8, article 1738884.

31. **TAPSOBA Alexandra T., COMBES Jean-Louis & COMBES MOTEL Pascale**, 2024. « Does Youth Resentment Matter in Understanding the Surge of Extremist Violence in Burkina Faso ? ». *Journal of African Economies*, vol. 33, n° 5, pp. 562-588.
32. **UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND**, 2024. *Burkina Faso Humanitarian Situation Report*, UNICEF, New York.
33. **UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT**, 2024. *World Investment Report 2024*, Nations Unies, New York.
34. **UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME**, 2023. *Human Development Report: Sahel Regional Analysis*, UNDP, New York.
35. **UNITED NATIONS INTEGRATED STRATEGY FOR THE SAHEL**, s.d. *United Nations Integrated Strategy for the Sahel*, Nations Unies, New York.
36. **UNITED NATIONS OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS**, 2025. *Burkina Faso Humanitarian Situation Overview*, OCHA, New York.
37. **UNITED NATIONS OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS**, 2024. *Burkina Faso Humanitarian Needs and Response Plan 2024*, OCHA, New York.
38. **WALLERSTEIN Immanuel**, 1974. *The Modern World-System: Capitalist Agriculture and the*

Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century, Academic Press, New York.

39. **WALLERSTEIN Immanuel**, 2004. *World-Systems Analysis: An Introduction*, Duke University Press, Durham.
40. **WORLD BANK GROUP**, 2013. *Burkina Faso - Youth Employment and Skills Development Project (Project ID: P130735)*, World Bank Group, Washington DC.
41. **WORLD BANK GROUP**, 2014. *World Bank Supports New Safety Net System in Burkina Faso*, 23 avril 2014, World Bank, Washington DC.
42. **WORLD BANK GROUP**, 2016. *Burkina Faso- Systematic Country Diagnostic: Priorities for Ending Poverty and Boosting Shared Prosperity*, World Bank Group, Washington DC.
43. **WORLD BANK GROUP**, 2023. *Burkina Faso Poverty Assessment: Addressing Spatial Inequalities and Vulnerability*, World Bank Group, Washington DC.
44. **WORLD BANK GROUP**, 2024. *Burkina Faso Economic Update: Building Resilience in a Context of Insecurity*, World Bank Group, Washington DC.
45. **ZAGRÉ Prosper C. M.**, 2025. *Terrorism & Democracy in Burkina Faso*, Routledge, Londres.